

## Consultation n°250092

Projet de réhabilitation et d'extension de l'accueil des urgences, du pôle tertiaire des urgences, d'une unité Post-urgences et de l'UHCD au Centre Hospitalier d'Agen-Nérac, Site de St Esprit

Marché Public de Maitrise d'Œuvre passé dans le cadre d'une procédure avec négociation

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

PHASE 1 CANDIDATURES

Date et heure limites de réception des candidatures :

Mardi 10 juin 2025 à 12h00

## Table des matières

<b>CHAPITRE 1 -</b>	<b>OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1.	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2.	ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3.	COMPOSITION DE LA MISSION	3
1.4.	MAITRISE D'OUVRAGE	4
<b>CHAPITRE 2 -</b>	<b>PRESENTATION DE L'OPERATION</b>	<b>4</b>
<b>CHAPITRE 3 -</b>	<b>PHASE 1 « APPEL A CANDIDATURES »</b>	<b>7</b>
3.1.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
3.2.	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	7
3.3.	PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	8
3.4.	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES	8
3.5.	CRITERES DE LIMITATION DES CANDIDATURES	9
3.6.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
<b>CHAPITRE 4 -</b>	<b>ORGANISATION DE LA PHASE 2 « OFFRES »</b>	<b>10</b>
4.1.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	10
4.2.	VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	11
4.3.	LIVRABLES DE LA PHASE OFFRE	11
4.4.	CRITERES DE CLASSEMENT DES OFFRES	11
4.5.	SUITES DONNEES A L'ANALYSE	12
4.6.	PRIME	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>CHAPITRE 5 -</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>12</b>
5.1.	INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS	12
5.2.	INTRODUCTION DES RECOURS	13

## CHAPITRE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne un marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre du projet de réhabilitation-extension de l'accueil des Urgences, d'un pôle tertiaire, d'aménagement d'une unité Post-Urgence et agrandissement de l'UHCD.

Lieux d'exécution des prestations : Centre Hospitalier d'Agén-Nérac (47)

Le montant prévisionnel des travaux se porte à environ 3 500 000 € H.T.

Le planning indicatif et prévisionnel est fixé à 18 mois de travaux, hors conception.

Ce délai indicatif sera précisé dans le programme communiqué aux 3 candidats retenus lors de la seconde phase de la présente consultation.

L'objectif de la maîtrise d'ouvrage est une notification au second semestre 2025.

### 1.2. ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un marché de maîtrise d'œuvre relevant des prestations intellectuelles au sens de la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée (Loi MOP), passé en application de l'**article R. 2124-3 du Code de la Commande Publique (CCP)**.

Il sera conclu par référence aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés de Maîtrise d'Œuvre (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre).

### 1.3. COMPOSITION DE LA MISSION

Le candidat devra tenir compte, dans son offre et dans son planning, des études **AVant** **Projet** déjà établies pour l'extension des urgences.

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

#### ≡ Éléments de mission de base :

Code	Libellé
<b>ESQ</b>	Etudes d' <b>ESQ</b> uissse
<b>AVP</b>	Etudes d' <b>AV</b> ant-Projet
<b>PRO</b>	Etudes de <b>PRO</b> jet
<b>ACT</b>	Assistance pour la passation des Contrats de Travaux
<b>VISA</b>	Conformité et <b>VISA</b> d'exécution au projet
<b>DET</b>	Directrion de l'Exécution des Travaux
<b>AOR</b>	Assistance aux <b>Opérations</b> de <b>Réception</b> et de garantie de parfait achèvement

### Eléments de missions complémentaires

Code	Libellé
<b>DIAG</b>	Etudes de <b>DIAG</b> nostic
<b>CSSI</b>	Coordination Systèmes de Sécurité Incendie

### Eléments de Prestations Supplémentaires Eventuelles :

Code	Libellé
<b>OPC</b>	Ordonnancement Pilotage et Coordination

## 1.4. MAITRISE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage, organisateur de la consultation, est :


#### Centre Hospitalier d'Agen-Nérac

21, Route de Villeneuve

47 923 AGEN

La Maîtrise d'ouvrage est exercée dans les conditions prévues par le titre 1er de la loi (MOP) n°85-704 du 12 juillet 1985.

Elle est assistée pour cette opération par :

	<b>AMO :</b> <b>KAPEA</b> 60 avenue Gaston Cabannes 33270 FLOIRAC	Céline SEGUIN <a href="mailto:celine.seguin@kapea-ammo.fr">celine.seguin@kapea-ammo.fr</a> 07 84 94 36 73  Nicolas SEINTOURENS <a href="mailto:nicolas.Seintourens@kapea-ammo.fr">nicolas.Seintourens@kapea-ammo.fr</a> 06 08 94 81 55
---	--	--

## CHAPITRE 2 - PRESENTATION DE L'OPERATION

Le Centre Hospitalier d'Agen-Nérac a lancé en 2023 un projet de réhabilitation de l'accueil des Urgences sur le bâtiment principal du site d'Agen Saint-Esprit. Des études de maîtrise d'œuvre ont été stoppées à l'été 2024 au regard de l'évolution substantielle des besoins.

En effet, il est aujourd'hui nécessaire de :

- Relocaliser l'unité Post-Urgences à 20 lits à proximité des urgences pour une meilleure cohérence des soins.
- Aggrandir la capacité d'accueil de l'UHCD à 10 lits, contiguë aux urgences

L'opération consiste en :

- La réhabilitation d'environ 1 250 m<sup>2</sup> sdp.
- La construction d'environ 850 m<sup>2</sup> sdp répartie en 450 m<sup>2</sup> sdp pour l'accueil des urgences + 400 m<sup>2</sup> pour le pôle tertiaire/Post Urgences,

Ces réorganisations nécessitent la délocalisation du pôle tertiaire des Urgences avec la construction de locaux neufs permettant de libérer la surface nécessaire à l'aménagement de l'unité Post-Urgences.

Le projet d'extension – réhabilitation des urgences initialement projeté avait été validé par le service & le maître d'ouvrage et devra être intégré tel quel au projet global.

**L'élargissement du périmètre de l'opération permettra de planifier les travaux liés à l'extension – réhabilitation des urgences sans maintien de l'activité dans la zone chantier.**

Le service des urgences, dans son organisation actuelle, date de 2005. Le nombre de passage annuel ne cesse d'augmenter avec 39 000 passages en 2019 soit + 63% par rapport à 2007.

Cela a notamment pour impact d'augmenter les durées de passage (augmentation de 24% des durées de passage de plus de 6h) et sur la qualité de la prise en charge des patients.

Le personnel soignant subit également une surcharge de travail lié à une configuration des locaux qui ne sont plus adaptés à la prise en charge et une insécurité liée aux espaces non sécurisés.

Enfin, la prise en charge actuelle, dans les conditions actuelles, ne permet plus d'offrir de la confidentialité et de l'intimité pour les patients, notamment les patients couchés.

Dans un projet d'amélioration de l'accueil du patient aux urgences, une extension et réorganisation de la zone d'accueil des patients est envisagée selon les axes suivants :

- Un véritable espace de prise en charge du patient suffisamment grand et assurant un niveau de confidentialité et sécurité certain. Plusieurs zones sont à envisager mais toutes devront être ergonomiques et modulables avec une possibilité d'isolement.
- Les espaces d'attente devront être isolés des espaces de circulation et zones d'accueil,
- Les espaces de circulation devront être configurés de telle sorte à pouvoir envisager tout changement de flux ou pouvoir optimiser l'espace et les sens des entrées et sorties.

L'aménagement extérieur qui devra être adapté aux flux de personnes (personnels soignants et patients) et de véhicules au moyen d'un accès direct au parking, avec une aire de dépose couverte accessible aux secours et aux forces de l'ordre,

Le scénario retenu en faisabilité et détaillé dans le programme technique qui sera transmis aux candidats autorisés à remettre une offre est le suivant :

- ≡ Accueil des urgences : Extension de l'accueil des urgences et réaménagement des existants (localisation orange)
- ≡ Pôle tertiaire des urgences : extension sur toiture-terrasse existante (**localisation bleue turquoise**)
- ≡ Unité Post-Urgences : Réhabilitation de la zone libérée par le pôle tertiaire pour l'aménagement d'une unité de 20 lits + extension sur toiture-terrasse existante (**localisation bleue**)
- ≡ Agrandissement de la capacité de l'UHCD à 10 lits dans l'existant (localisation verte)

Les extensions sont schématisées en pointillés rouge.



## CHAPITRE 3 - ORGANISATION DE LA PHASE 1 « CANDIDATURES »

### 3.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes (documents remis pour la phase candidatures) :

- ≡ Le présent règlement de la consultation (R.C.),
- ≡ Tableau de présentation de la composition et des compétences de l'équipe de Maîtrise d'œuvre et de présentation des principales références de l'équipe **à compléter par tous les membres du groupement (fichier Excel)**,
- ≡ Fichier power point pour la présentation de 4 illustrations des principales références de l'architecte **- à compléter par l'architecte uniquement.**

### 3.2. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est requis aux candidats de présenter, à minima, les compétences suivantes :

- ≡ Un ou plusieurs **Architectes**, inscrits au tableau de l'ordre des Architectes pour les architectes français, ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85/384/CEE du 10.6.1985.
- ≡ Un bureau d'études techniques pluridisciplinaire ou des bureaux d'études techniques spécialisés en :
  - VRD,
  - Structure,
  - Fluides (électricité courants forts et faibles, CVC, Plomberie)
  - Fluides médicaux,
  - Economie de la construction
  - CSSI
  - OPC.

ayant des compétences dans la conception et le suivi d'opérations de **réhabilitation / extension de services d'urgences en Centre Hospitalier et/ou unité d'hospitalisation Post-Urgences ou UHCD, en site occupé (cf. art 3.5 du présent RC)**, avec une parfaite connaissance des marchés publics et CCAG.

Nota : l'équipe précisera son mandataire.

Ne peuvent participer à cette consultation ainsi qu'aux missions de maîtrise d'oeuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement de la consultation, les membres de leur famille (descendants, ascendants et leurs collatéraux), leurs préposés, leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

Les membres de la commission ne pourront en aucun cas participer aux missions confiées à l'attributaire de la consultation.

**Par application de l'article R. 2142-21 du Code de la Commande publique (CCP), chaque cotraitant ne peut être candidat que dans une seule équipe (numéro de SIREN différent). A défaut, le candidat sera déclaré irrégulier.**

### 3.3. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française. Si les candidatures sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans la candidature.

Le Pouvoir adjudicateur recommande l'usage de formulaires téléchargeables sur le site suivant <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>. Néanmoins, les candidats restent libres de fournir l'ensemble des informations requises sous la forme qu'ils souhaitent (dont attestation sur l'honneur, sous réserve de présentation de justificatifs en mise au point).

Les candidats respecteront l'ordonnancement des dossiers demandés ci-dessous sous peine d'élimination (chaque dossier comprenant les éléments de chaque co ou sous traitants) :

- ≡ Dossier 1 : Une lettre de candidature ou DC 1, attestant de l'engagement de l'ensemble des membres du groupement
- ≡ Dossier 2 : Les DC4 de présentation des sous traitants dès le stade « candidatures » sans indication de montant.
- ≡ Dossier 3 : Les formulaires DC2
- ≡ Dossier 4 : Les Curriculum Vitae des personnes destinées à intervenir sur l'opération, par mission définie en article 3.2 du présent RC
- ≡ Dossier 5 : Les NOTI2 ou déclarations fiscales et sociales
- ≡ Dossier 6 : Assurances ; une attestation d'assurance civile professionnelle et une assurance décennale en cours de validité
- ≡ Dossier 7 : Attestation d'inscription à l'ordre en cours de validité (pour les architectes).
- ≡ Dossier 8 : Présentation de l'équipe, composition et références

Pour cette pièce, l'équipe d'ingénierie devra obligatoirement utiliser et fournir sous le même format les modèles fournis dans le dossier de consultation sous peine d'élimination (Les tableaux en Excel, la présentation des photos en PowerPoint.)

- ≡ Pour chaque membre du groupement : Dans le tableau « composition et références » : composition de l'équipe, capacités et moyens, références - **selon modèle fourni.**
- ≡ Pour l'architecte uniquement : Une présentation PowerPoint de 4 diapositives maximum présentant une sélection de photos, vues d'opérations choisies parmi les références mentionnées ci-avant pour l'architecte - **selon modèle fourni.**

Nota : Les tableaux, « composition et références », ainsi que les 4 diapositives maxi de présentation des références principales seront fournis sous format d'origine (.xls et .ppt).

### 3.4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES

Conformément aux articles R. 2132-7 à R. 2132-11 du Code de la Commande publique (CCP), la transmission des documents se fera par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier.

Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier, ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Les opérateurs économiques doivent signer électroniquement les pièces de leur dépôt en présentant un certificat de signature électronique. Ce certificat doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement. L'entreprise peut utiliser son propre outil de signature.

Suite à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, les certificats RGS \*\* (niveau minimum) sont acceptés. Attention, seuls les certificats RGS \*\* (niveau minimum) seront acceptés. Ces certificats devront appartenir soit :

- ≡ A la liste tenue à jour par la DGME consultable ici : (recommandé)  
<http://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-r%C3%A9f%C3%A9renc%C3%A9es>
- ≡ A la liste européenne tenue à jour par la commission européenne consultable ici :  
[http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)

Attention : si le certificat n'est pas référencé sur les 2 listes ci-dessus, ou si l'opérateur économique utilise son propre outil de signature, celui-ci doit permettre la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement, en fournissant l'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement, et l'adresse permettant d'accéder à l'outil de vérification. Ces informations doivent être fournies sur un document séparé sous la désignation « A propos de la signature ».

Les formats de signature acceptés sont XADES, CADES et PADES.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernières minutes » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme.

Pour chaque document sur lequel une signature est exigée, la signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes:

- ≡ les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc / .rtf / .pdf / .xls / .ppt
- ≡ ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo.
- ≡ ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros"
- ≡ tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus.
- ≡ faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse,
- ≡ tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Attention, un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

### 3.5. CRITERES DE LIMITATION DES CANDIDATURES

Le nombre de candidats admis à remettre une offre est limité à 3. Cependant, il pourra être indiqué dans le rapport d'analyse des candidatures qu'une quatrième équipe est appelée à poursuivre la consultation dans le cas d'un désistement de l'une des trois initialement retenues.

Les critères de limitation des candidatures à 3 groupements de maîtrise d'œuvre sont les suivants :

Critères	Pondérations
Pertinence de la composition de l'équipe au regard des exigences des compétences demandées justifiées par CV (cf. article 3.2)	30 %
Cohérence des moyens proposés : moyens humains, techniques et financiers dont dispose l'équipe pour assurer sa mission	30 %
Qualité des références présentées pour des opérations similaires <u>de moins de 5 ans</u> et notamment des opérations : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ réhabilitation / extension de services d'urgences et/ou unité Post-Urgences ou UHCD,</li> <li>○ opération en site occupé en Centre Hospitalier,</li> <li>○ de surface équivalente (a minima 1000 m²)</li> </ul>	20 %
Qualité architecturale des références proposées par l'architecte.	20 %

La liste des candidats admis à poursuivre la consultation sera arrêtée par le Pouvoir Adjudicateur et inscrite dans le rapport d'analyse des candidatures.

### 3.6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, ses questions par l'intermédiaire de la plateforme dématérialisée, conformément **aux articles R.2132-7 à R.2132-11 du Code de la Commande Publique (CCP)** à l'adresse suivante :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

## CHAPITRE 4 - ORGANISATION DE LA PHASE 2 « OFFRES »

La seconde phase de la procédure ne concerne que les 3 candidats invités à remettre une offre par le pouvoir adjudicateur. Elle se déroulera en deux étapes avec les candidats sélectionnés :

Etape 1 : Examen du dossier « offre » de chaque candidat retenu

Etape 2 : Organisation de la négociation

### 4.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- ≡ L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- ≡ Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- ≡ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- ≡ Le programme fonctionnel et technique de l'opération et ses annexes ;

- ≡ Le relevé topographique du site ;
- ≡ Le dossier de plans ;
- ≡ Les diagnostics réglementaires ;
- ≡ Une étude géotechnique G1.

Ces pièces seront transmises aux 3 candidats admis à poursuivre la consultation.

#### 4.2. VISITES SUR SITE ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE

Une visite sera organisée pour présentation du projet et visite du site avec les candidats retenus pour la phase 2 - offres. La date et les modalités de visite seront communiquées ultérieurement en début de phase 2.

#### 4.3. LIVRABLES DE LA PHASE OFFRE

Les candidats devront remettre :

- Une offre d'honoraires,
- Un mémoire technique définissant :
  - Les moyens, les outils et la manière dont le prestataire propose d'intervenir dans les différentes phases de sa mission, tenant notamment compte des contraintes techniques et architecturales d'un service d'urgences en site occupé,
  - Le planning envisagé,
  - Une analyse économique permettant de confirmer le budget alloué aux travaux,
  - Une note organisationnelle de l'équipe dédiée au projet.

#### 4.4. CRITERES DE CLASSEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la Commande publique (CCP)

L'exigence minimale devant être respectée par les candidats est la suivante :

L'équipe opérationnelle proposée en phase offre sera la même que celle présentée en phase candidatures pour toutes les compétences.

Les critères de jugement des prestations des équipes concurrentes se référeront aux indications du programme de la consultation et tiendront particulièrement compte des qualificatifs suivants affectés d'une note de 0 à 10 et pondérés de la manière suivante :

Critères de classement des offres	Pondération
Montant des honoraires	60 %
Qualité du mémoire technique	40 %

Critères de classement	Eléments d'appréciation de l'offre
Montant des honoraires	L'appréciation de ce critère se fera sur la base du prix global, en appliquant la formule suivante :  Prix du moins disant / prix du candidat x 60
Qualité du mémoire technique	La note du mémoire technique sera appréciée par une note sur 10 au regard du barème suivant <ul style="list-style-type: none"> <li>≡ 0 : Absence de mémoire ou ne répondant pas aux besoins du pouvoir adjudicateur,</li> <li>≡ 2,5 : Mémoire insatisfaisant, répondant partiellement aux besoins exprimés et/ou avec des observations majeures,</li> <li>≡ 5 : Mémoire satisfaisant, répondant aux besoins exprimés avec quelques observations jugées mineures,</li> <li>≡ 7,5 : Mémoire satisfaisant, répondant aux besoins exprimés sans observation, mais standard.</li> <li>≡ 10 : Mémoire répondant parfaitement aux besoins du maître d'ouvrage, sans observation.</li> </ul> Notation du critère = Note sur 10 attribuée suivant barème ci-dessus x 40

#### 4.5. SUITES DONNEES A L'ANALYSE

A l'issue du délai de réception des offres initiales, le pouvoir adjudicateur négociera avec les 3 soumissionnaires arrivés premiers au classement. En cas de désistement de l'un d'eux, le candidat arrivé 4<sup>ème</sup> au classement sera invité à négocier le contenu de son offre.

Ces négociations se réaliseront par auditions.

Les offres ultérieures, à l'exception des offres finales, pourront également faire l'objet d'une négociation.

Le pouvoir adjudicateur classera les offres suivant les critères de classement énoncés ci-dessus.

A l'issue de la négociation, l'attribution du marché est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

#### 4.6. PRIME

Compte tenu des critères de sélection basés sur le montant des honoraires et sur un mémoire technique précisant la méthodologie du candidat, il n'est pas prévu de prime (article R 2172-5 du CCP).

## CHAPITRE 5 - REGLEMENT DES LITIGES

### 5.1. INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif suivant est compétent en la matière :

Tribunal Administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490  
33 000 BORDEAUX

Téléphone : 05 56 99 38 00

Courriel : [greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

## 5.2. INTRODUCTION DES RECOURS

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme). Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat. Recours de pleine juridiction, ouvert aux candidats évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).